ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale, le 3 juin 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale "relatif à la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions de concertation, instituées par l'article 11 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme", a donné le 15 juin 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 3 juni 1992 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "betreffende de samenstelling, de organisatie en de werking van de overlegcommissies opgericht door artikel 11 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw", heeft op 15 juni 1992 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L’intitulé est trop long.

Il est proposé d’écrire :

"Arrêté de l’Exécutif ... relatif aux commissions de concertation en matière d’aménagement local".

Préambule.

Alinéas 1er et 2.

Il n’est pas d’usage de viser, au préambule des arrêtés de l’Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale, la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et celle du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Les deux premiers alinéas doivent, dès lors, être omis.

Alinéa 3 (devenant l’alinéa 1er).

1. Il n’est pas d’usage de viser, au préambule, le ou les arrêtés par lesquels une loi, un décret ou une ordonnance sont mis en vigueur.

La formule, utilisée dans l'alinéa, "... mise en vigueur par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du ..." doit, dès lors, être omise.

2. Compte tenu de la disposition de l'article 13 de l'arrêté en projet et sous réserve de l'observation qui sera faite à son propos, il est suggéré de viser, non seulement l'article 11, mais également l'article 12 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Alinéa 4.

Il n'est pas davantage d'usage de viser, au préambule d'un arrêté d'un Exécutif, les dispositions qui fixent la répartition des compétences entre les membres de cet Exécutif.

L'alinéa doit donc être omis.

Proposant.

Le Conseil d'Etat, section de législation, a souvent fait observer - notamment dans son avis donné le 3 décembre 1990 sur l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, alors en projet - que les secrétaires d'Etat de la Région de Bruxelles-capitale ne font pas partie de l'Exécutif de cette région et

qu'ils ne sont pas, dès lors, habilités à proposer, exécuter et signer les arrêtés émanant de l'Exécutif.

Les mots "et du secrétaire d'Etat adjoint au ministre président" doivent être omis dans le proposant.

Ils doivent également l'être dans l'exécutoire, ainsi que dans les signatures.

Dispositif.

Article 1er.

Si, en vertu de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les ordonnances de la Région de Bruxelles-capitale doivent mentionner qu'elles règlent des matières visées à l'article 107quater de la Constitution, aucune disposition de cette loi spéciale n'impose pareille obligation pour les arrêtés de l'Exécutif, pris dans des matières de compétence régionale. En conséquence, l'article 1er doit être omis.

Article 3 (devenant l'article 2).

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 2. Chaque commission de concertation visée par l'article 11 de l'ordonnance se compose de dix membres".

.../...

2. La section de législation croit devoir attirer l'attention de l'auteur du projet sur le déséquilibre qui résulte de la composition de la commission, dans la mesure où, dans tous les cas, les membres désignés par l'Exécutif disposeront de la majorité prévue par l'article 9 du projet (6 sur 10), alors que, dans le régime organisé par l'arrêté royal du 5 novembre 1979 déterminant pour la Région bruxelloise, les mesures particulières de publicité applicables à certaines demandes de permis de bâtir et de lotir et créant, pour chacune des communes de la Région bruxelloise, une commission de concertation en matière d'aménagement local, modifié par l'arrêté royal du 13 octobre 1987, ces membres sont au nombre de quatre sur les huit que compte la commission. Cette composition déséquilibrée peut paraître difficilement compatible avec l'esprit qui a présidé à la rédaction de l'article 11 de l'ordonnance qui impose explicitement la représentation, au sein de la commission, des communes et de la Société de développement régional de Bruxelles, ce qui implique que cette représentation soit utile.

3. A l'alinéa 4, il y a lieu de remplacer a), b), c), par 1°, 2°, 3°.

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa 4 devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 5 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise.

Article 4 (devenant l'article 3).

Le texte en projet ne précise pas lequel des deux membres désignés par le collège des bourgmestre et échevins sera chargé de la présidence.

Il y a lieu de combler cette lacune.

Article 6 (devenant l'article 5).

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 5. Lorsque son avis est requis en application de l'article 11, alinéa 2, de l'ordonnance, la commission convoque, en vue de leur audition, le demandeur du permis ou du certificat d'urbanisme, ainsi que toute personne qui, au cours de l'enquête, a demandé à être entendue. Chaque personne ...".

2. A l'alinéa 2, les termes "ou organisme" paraissent superflus et doivent être omis.

Article 7 (devenant l'article 6).

L'alinéa 3 trouverait mieux sa place dans l'article 6, devenant l'article 5, sous la forme d'un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Les convocations sont adressées aux intéressés par le secrétariat au moins huit jours avant la réunion de la commission".

Article 8 (devenant l'article 7).

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9 (devenant l'article 8).

Il y a une contradiction apparente entre l'exigence du huis clos et l'obligation de reproduire les votes nominatifs.

Mieux vaut écrire :

"Art. 8. La délibération a lieu à huis clos. L'avis est adopté à la majorité des membres présents. Il est motivé et mentionne les votes nominatifs émis.

Les membres de la minorité peuvent exiger que soit jointe à l'avis une note justifiant leur vote".

Article 10 (devenant l'article 9).

1. En vertu de l'article 11, alinéa 4, de l'ordonnance, l'Exécutif est tenu de consacrer le principe de "l'abstention des membres des commissions de concertation sur les demandes de permis ou de certificat émanant de l'organe qu'ils représentent".

L’article 10 du projet s’écarte de cette disposition en exemptant de l’obligation de s’abstenir les agents désignés par l’Exécutif au sein du service de l’urbanisme et de l’aménagement du territoire du ministère de la Région de Bruxelles-capitale, lorsque la demande est introduite au nom de la Région.

2. Par ailleurs, la disposition en projet prévoit que lorsqu’ils s’abstiennent, les membres "quittent la séance au moment de la délibération et du vote".

Une telle disposition peut avoir pour effet d’empêcher l’émission d’un vote dans une affaire déterminée, compte tenu du quorum exigé par l’article 8, alinéa 1er, en projet.

Cette observation renforce la pertinence de celle qui a été faite à propos de l’article 3 relatif à la composition des commissions.

Il suit de ce qui précède que la seconde phrase de la disposition doit être omise et que la première doit être revue.

Article 12.

L’alinéa 3 doit être omis, étant donné qu’il n’appartient pas à l’Exécutif de la Région de Bruxelles-

capitale d'obliger les communes à percevoir des redevances ou des impôts.

Article 13 (devenant l'article 12).

L'article 12 de l'ordonnance du 29 août 1991 dispose comme suit :

> "L'Exécutif fixe les conditions d'octroi aux communes de subventions pour le fonctionnement des commissions de concertation".

L'article 13 du projet ne paraît pas faire une application adéquate de cette disposition. En effet, d'une part, il n'octroie pas les subventions aux communes; d'autre part, il accorde au ministre qui a l'urbanisme dans ses attributions une délégation excessive, l'Exécutif devant, à tout le moins, fixer les règles fondamentales en la matière comme le lui impose l'article 12 de l'ordonnance précitée.

La disposition doit être revue fondamentalement.

Article 14 (devenant l'article 13).

L'abrogation doit être limitée aux articles 14 à 25 et 27 de l'arrêté royal du 5 novembre 1979 qui, seuls, ont trait à la matière réglementée par le présent projet.

Par ailleurs, il y a lieu d'ajouter après l'intitulé : ", modifié par l'arrêté royal du 13 octobre 1987".

Il est, dès lors, proposé d'écrire :

"Art. 13. Sont abrogés les articles 14 à 25 et 27 de l'arrêté royal du 5 novembre 1979 déterminant, pour la Région bruxelloise, les mesures particulières de publicité applicables à certaines demandes de permis de bâtir et de lotir et créant, pour chacune des communes de la Région bruxelloise, une commission de concertation en matière d'aménagement local, modifié par l'arrêté royal du 13 octobre 1987".

Opschrift.

Het opschrift is te lang.

Voorgesteld wordt te schrijven :

"Besluit van ... betreffende de overlegcommissies voor plaatselijke ordening".

Aanhef.

Eerste en tweede lid.

Het is niet gebruikelijk in de aanhef van besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve te verwijzen naar de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en naar die van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Bijgevolg moeten de eerste twee leden vervallen.

Derde lid (dat het eerste lid wordt).

1. Het is niet gebruikelijk in de aanhef te verwijzen naar het besluit of de besluiten waarbij een wet, een decreet of een ordonnantie in werking treden.

Bijgevolg moet de in het lid gebruikte formule "... die in werking is getreden op grond van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van ..." vervallen.

2. Gelet op het bepaalde in artikel 13 van het ontworpen besluit en onder voorbehoud van de opmerking die daaromtrent zal worden gemaakt, wordt voorgesteld niet alleen naar artikel 11 te verwijzen, doch ook naar artikel 12 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Vierde lid.

Het is evenmin gebruikelijk in de aanhef van een besluit van een Executieve te verwijzen naar de bepalingen die de verdeling van de bevoegdheden onder de leden van die Executieve vaststellen.

Bijgevolg moet het lid vervallen.

Voordrachtformulier.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft er vaak op gewezen - onder meer in het advies dat op 3 december 1990 verstrekt is omtrent de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw, toen in ontwerpfase - dat de staatssecretarissen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest geen deel uitmaken van de Executieve van het Gewest en dat zij derhalve niet

bevoegd zijn om de besluiten van de Executieve voor te dragen, ten uitvoer te leggen en te ondertekenen.

De woorden "en van Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter" moeten in het voordrachtformulier vervallen.

Zij moeten eveneens vervallen in de uitvoeringsbepaling net als in de ondertekeningsformulieren.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Ofschoon krachtens artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen de ordonnanties van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest moeten vermelden dat zij aangelegenheden regelen bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet, legt geen enkele bepaling van die bijzondere wet een zodanige verplichting op voor de besluiten van de Executieve, vastgesteld met betrekking tot aangelegenheden waarvoor de Gewesten bevoegd zijn. Bijgevolg moet artikel 1 vervallen.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. 2. Elke overlegcommissie bedoeld in artikel 11 van de ordonnantie bestaat uit tien leden".

2. De afdeling wetgeving acht het nodig de steller van het ontwerp te wijzen op het gebrek aan evenwicht in de samenstelling van de commissie, in zoverre de door de Executieve aangewezen leden in ieder geval over de meerderheid beschikken bepaald bij artikel 9 van het ontwerp (6 op de 10). In de regeling die is ingesteld bij het koninklijk besluit van 5 november 1979 tot bepaling, wat het Brussels Gewest betreft, van de speciale regelen van openbaarmaking die moeten worden nageleefd inzake sommige bouw- en verkavelingsaanvragen en houdende instelling, voor elke gemeente van het Brusselse Gewest, van een overlegcommissie voor plaatselijke ordening, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 oktober 1987, worden daarentegen vier van de acht leden van die commissie door de Executieve aangewezen. Die onevenwichtige samenstelling kan moeilijk bestaanbaar lijken met de bedoeling die heeft voorgezeten bij het redigeren van artikel 11 van de ordonnantie, dat uitdrukkelijk bepaalt dat de gemeenten en de GOMB in de commissie moeten zijn vertegenwoordigd, wat inhoudt dat die vertegenwoordiging nuttig zou zijn.

3. In het vierde lid moeten a), b) en c) vervangen worden door 1°, 2° en 3°.

Voorts verdient het aanbeveling in datzelfde lid het woord "beambten" te vervangen door het woord "ambtenaren" en in a), b) en c) de woorden "twee onder" respectievelijk te vervangen door "twee gekozen uit", "twee uit" en "twee uit".

4. In het vijfde lid moeten de woorden "franstalige" en "nederlandstalige" respectievelijk vervangen worden door de woorden "Franse" en "Nederlandse".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

De ontworpen tekst bepaalt niet wie van beide leden, aangewezen door het college van burgemeester en schepenen, het voorzitterschap waarneemt.

In die leemte moet worden voorzien.

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. 5. De commissie roept, telkens als haar advies met toepassing van artikel 11, tweede lid, van de ordonnantie vereist is, de aanvrager van een stedebouwkundige vergunning of van een stedebouwkundig attest alsmede iedere persoon die

in de loop van het onderzoek gevraagd heeft te worden gehoord, op om te worden gehoord. Iedere persoon ...".

2. In het tweede lid lijken de woorden "of instelling" overbodig en zij kunnen vervallen.

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Het derde lid zou beter op zijn plaats zijn in artikel 6, dat artikel 5 wordt, in de vorm van een tweede lid luidende :

"Het secretariaat zendt de oproepingen ten minste acht dagen voor de commissie vergadert aan de betrokkenen".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Aan het slot van het eerste lid schrijve men : "... wil de commissie een advies kunnen uitbrengen".

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Het feit dat een en ander in besloten vergadering moet plaatshebben is kennelijk in strijd met de verplichting om de uitslag van de hoofdelijke stemming te vermelden.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 8. Er wordt in besloten vergadering beraadslaagd en beslist. Het advies wordt bij meerderheid van stemmen uitgebracht. Het wordt met redenen omkleed en maakt melding van de uitslag van de hoofdelijke stemming.

De leden van de minderheid kunnen eisen dat bij het advies een nota wordt gevoegd met de verantwoording van hun stem".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

1. Krachtens artikel 11, vierde lid, van de ordonnantie moet de Executieve als beginsel huldigen dat "de leden van de overlegcommissies (zich onthouden) over de vergunnings- of attestaanvragen die uitgaan van het orgaan dat zij vertegenwoordigen".

Artikel 10 van het ontwerp wijkt af van die bepaling, doordat de ambtenaren die de Executieve binnen de dienst stedebouw en ruimtelijke ordening van het ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest aanwijst, worden vrijgesteld van de verplichting om zich te onthouden wanneer de aanvraag in naam van het Gewest wordt ingediend.

2. Luidens de ontworpen bepaling "verlaten de leden ... de zitting op het ogenblik van de beraadslaging en van de stemming" overigens wanneer zij zich onthouden.

Een zodanige bepaling kan ten gevolge hebben dat wordt belet dat een stem in een bepaalde zaak wordt uitgebracht, gelet op het quorum dat door het ontworpen artikel 8, eerste lid, van het ontwerp wordt vereist.

Door die opmerking wint de opmerking die in verband met artikel 3 betreffende de samenstelling van de commissies is gemaakt nog aan belang.

Uit het vorenstaande volgt dat de tweede zin van de bepaling moet vervallen en dat de eerste moet worden herzien.

Artikel 12.

Het derde lid moet vervallen, aangezien de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve niet gerechtigd is om de gemeenten te verplichten retributies of belastingen te heffen.

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

Artikel 12 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 luidt :

> "De Executieve bepaalt onder welke voorwaarden aan de gemeenten subsidies worden verleend voor de werking van de overlegcommissies".

In artikel 13 van het ontwerp lijkt geen adequate toepassing te worden gegeven aan deze bepaling. Enerzijds, verleent het geen subsidies aan de gemeenten en, anderzijds, verleent het aan de minister tot wiens bevoegdheid stedebouw behoort een overdreven machtiging, daar de Executieve op zijn minst de desbetreffende grondregels moet bepalen zoals het haar wordt opgedragen door artikel 12 van de eerdergenoemde ordonnantie.

De bepaling moet grondig worden herzien.

Artikel 14 (dat artikel 13 wordt).

De opheffing moet worden beperkt tot de artikelen 14 tot 25 en 27 van het koninklijk besluit van 5 november 1979, zijnde de enige die betrekking hebben op de door dit ontwerp geregelde aangelegenheid.

Voorts behoort er na het opschrift te worden geschreven : ", gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 oktober 1987".

Er wordt derhalve voorgesteld te schrijven :

"Art. 13. Opgeheven worden de artikelen 14 tot 25 en 27 van het koninklijk besluit van 5 november 1979 tot bepaling, wat het Brusselse Gewest betreft, van de speciale regelen van openbaarmaking die moeten worden nageleefd inzake sommige bouw- en verkavelingsaanvragen en houdende instelling, voor

.../...

elke gemeente van het Brusselse Gewest, van een overlegcommissie voor plaatselijke ordening, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 oktober 1987".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Les rapports ont été présentés par MM. M. QUINTIN, auditeur, et J.-F. NEURAY, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

De verslagen weerden uitgebracht door de HH. M. QUINTIN, auditeur, en J.-F. NEURAY, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. C.-L. CLOSSET.